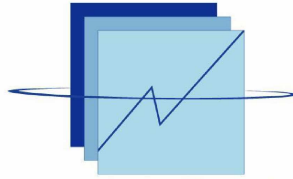


République du Sénégal
Un peuple-Un but-Une foi

Ministère de l'Economie et des Finances



ANSD

Agence Nationale de
la Statistique et de la Démographie

**NOTE D'ANALYSE DES COMPTES NATIONAUX
2004- 2006**

Octobre 2007

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE



Directeur Général :	Babakar FALL
Directeur Général Adjoint :	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale :	Mamadou Alhousseynou SARR
Chef de la Division de la Comptabilité Nationale, des Synthèses et des Etudes Analytiques :	Mbacké BA
Chef du Bureau de la Comptabilité Nationale :	Ousseynou SARR
Abou AW :	Secteur des Administrations publiques
Insa SADIO :	Secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des activités extractives
Astou DAKONO NDIAYE :	Secteur de la pêche
Mamadou FAYE :	Secteur de la sylviculture
Mamadou Ngalgou KANE :	Secteur des entreprises non financières et secteur informel
Amar SECK :	Secteur des institutions financières
Adama SECK :	Commerce extérieur et balance des paiements

SOMMAIRE

PARTIE I : ANALYSE DES COMPTES NATIONAUX DE L'ANNEE 2006.....	4
Introduction	4
I - Les indicateurs macroéconomiques.....	4
II – Structure des ressources et des emplois du PIB.....	6
II.1 La structure du PIB en ressources	6
II.2 La structure du PIB en emplois	7
III La croissance en volume des ressources et des emplois du PIB.....	8
III.1 La croissance en volume des ressources du PIB.....	8
III.2 La croissance en volume des emplois du PIB.....	10
IV. Contribution à la croissance du PIB et son affectation.....	11
IV.1 Contribution à la croissance du PIB.....	11
IV.2 Affectation de la croissance	13
PARTIE II : TABLEAUX DES COMPTES NATIONAUX.....	145

PARTIE I : ANALYSE DES COMPTES NATIONAUX DE L'ANNEE 2006

Introduction

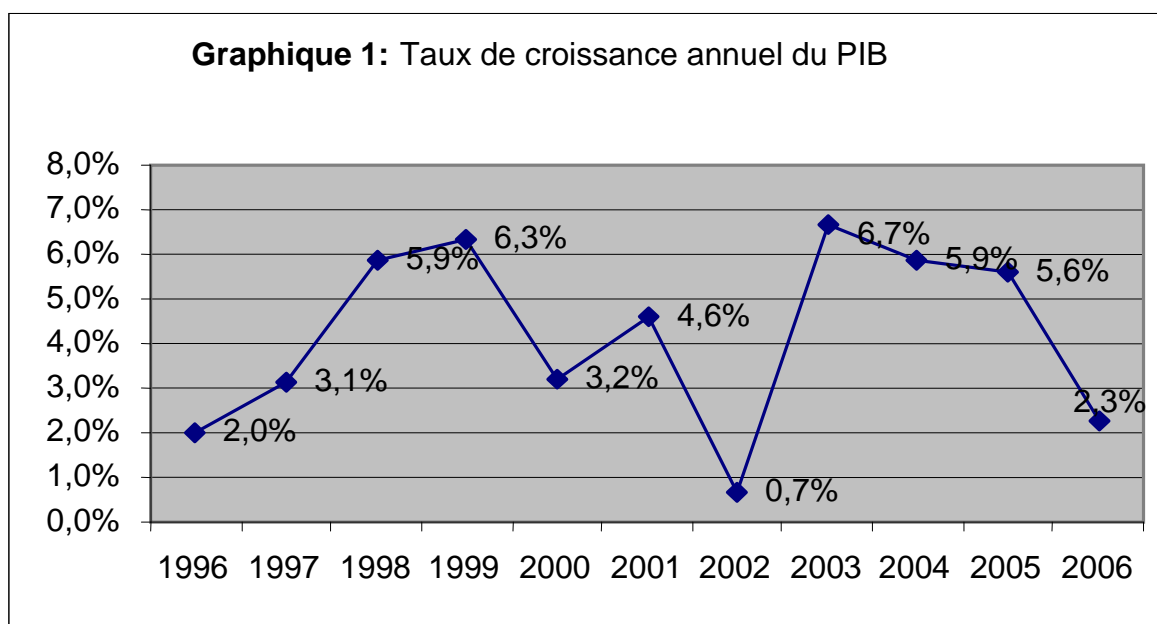
Cette partie analyse les résultats des comptes nationaux définitifs de 2004, semi-définitifs de 2005 et provisoires de 2006. A l'instar des dernières séries publiées, ces comptes ont été élaborés conformément au Système de Comptabilité Nationale (SCN93) et aux recommandations de comparabilité du Produit Intérieur Brut (PIB) d'AFRISTAT. Elle s'appuie sur les équilibres ressources-emplois (ERE) par produit et les comptes de production des branches d'activités, afin d'établir le principal tableau de synthèse : le tableau entrée/sortie (TES).

Il convient de rappeler que les activités extractives sont intégrées dans le secteur primaire. Le volume d'intra consommation en phosphate utilisé par les Industries Chimiques du Sénégal (ICS), dans le cadre de sa production en acide phosphorique, a été évalué et intégré dans les comptes de cette branche. Un traitement identique a été appliqué aux autres productions intégrées telle que la canne à sucre utilisée par la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) pour la fabrication de sucre.

L'analyse porte sur les indicateurs macroéconomiques, la structure des ressources et des emplois du Produit intérieur brut (PIB), la croissance en volume des ressources et des emplois du PIB, la contribution des différentes activités à la croissance du PIB ainsi que son affectation.

I - Les indicateurs macroéconomiques

Après avoir atteint des taux de croissance en termes réels de 5,9% en 2004 et 5,6% en 2005, l'économie sénégalaise a connu une progression de 2,3% en 2006. Cette décélération résulte essentiellement des contreperformances du secteur primaire (-10,0%) consécutives aux difficultés notées dans l'agriculture, la pêche et les activités extractives mais également celles du secteur secondaire (1,6%) à la suite du ralentissement des activités de raffinage de pétrole et de fabrication de produits chimiques. Néanmoins, ce ralentissement a été atténué par la croissance du secteur tertiaire qui s'établit à 5,5% en 2006 et par un bon niveau de recouvrement des taxes.



Le PIB à prix courants se situe à 4 846 milliards en 2006 contre 4 582 milliards en 2005, soit une progression de 5,8%. Le PIB par tête a connu un relèvement de 3,3% en passant de 423 621 FCFA en 2005 à 437 562 FCFA en 2006.

La consommation finale (croissance de 6,8% en valeur) a connu un accroissement plus rapide que le Produit intérieur brut induisant une diminution du taux d'épargne intérieure qui est passé de 9,7% en 2005 à 8,8% en 2006.

Le taux d'investissement a atteint 25,3% en 2006 à la suite de l'augmentation de 19,9% de la formation brute de capital fixe (FBCF), résultant des externalités positives dues à la forte hausse de la FBCF publique amorcée depuis 2004 (14,8%) à travers l'amélioration des infrastructures publiques.

Quant aux échanges extérieurs de biens et services, ils ont été marqués par un repli des secteurs exportateurs traditionnels (produits arachidières, pêche, phosphate, acide phosphorique) qui ont entraîné la valeur totale des exportations à la baisse (-0,8%). Les importations ont, par contre, connu un relèvement de 4,7%. Ainsi, le déficit de la balance commerciale s'est accentué entre 2005 et 2006 en passant de 708 milliards FCFA à 809 milliards FCFA.

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, se situe à 3,4% en 2006 contre 2,3% en 2005 et 0,5% en 2004. La progression des prix, observée ces deux dernières années, est principalement liée à la flambée des cours du baril de pétrole sur le

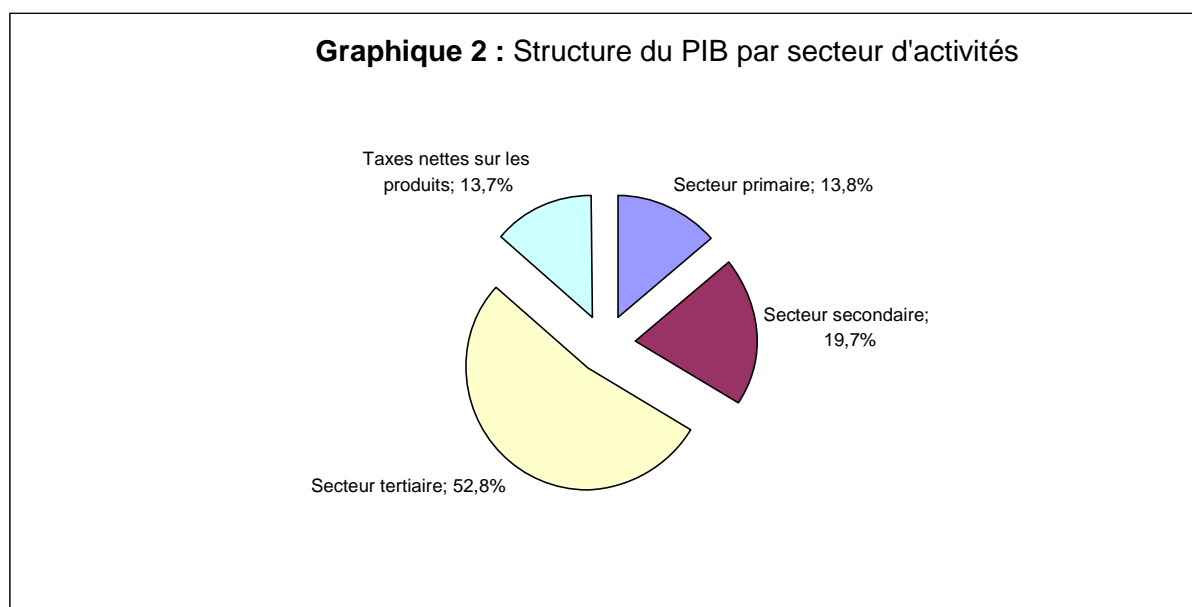
marché international avec ses effets induits sur le renchérissement des produits industriels.

Toutefois, la hausse de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (2,1% en 2006¹) reste contenue en deçà du seuil de 3% fixé dans le cadre des critères de convergence établis au sein de l'UEMOA.

II – Structure des ressources et des emplois du PIB

II.1 La structure du PIB en ressources

A la faveur des contreperformances notées dans les secteurs primaire et secondaire, le poids du secteur tertiaire dans le PIB s'est accru en 2006 en s'établissant à 52,8%. Les secteurs primaire et secondaire représentent respectivement 13,8% et 19,7% du PIB en 2006. Quant à la part des taxes nettes sur les produits dans le PIB, elle s'établit à 13,7%.



Le secteur primaire reste dominé par l'agriculture (6,7%) malgré les difficultés rencontrées par ce sous-secteur. Le poids de l'élevage est relativement stable durant les trois (3) dernières années et se situe autour de 4% du PIB. La part des industries extractives dans le PIB a légèrement baissé (0,8% en 2006 contre 1,0% en 2005).

Relativement au secteur secondaire, la décélération de la branche *fabrication de produits chimiques* se poursuit avec une part de 1,1% du PIB en 2006 contre 1,9% et 1,7% respectivement en 2004 et 2005. Le dynamisme des BTP se traduit par une

¹ ANSD, Evolution annuelle de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) en 2006

progression de son poids dans le PIB qui s'établit à 4,9% du PIB en 2006 contre 4,3% en 2005 au moment où la part de l'énergie se stabilise autour de 2,3% du PIB.

S'agissant du secteur tertiaire, le poids des activités commerciales reste prépondérant en 2006 avec près de 16% du PIB. L'essor des *transports, postes et télécommunications* se poursuit en 2006 avec 10,8% du PIB contre 9,9% en 2005. La croissance des activités d'administration reste soutenue en se maintenant au dessus de 6% en 2006.

Tableau 1 : Structure du Produit Intérieur Brut par branche d'activités
(en pourcentage du PIB aux prix courants)

	2004	2005	2006
Agriculture	7,2%	8,1%	6,7%
Elevage	4,0%	4,0%	4,1%
Sylviculture	0,8%	0,8%	0,8%
Pêche	1,8%	1,8%	1,5%
Activités extractives	1,1%	1,0%	0,8%
Secteur Primaire	14,8%	15,6%	13,8%
Huileries	0,1%	0,1%	0,1%
Fabrication de produits chimiques	1,9%	1,7%	1,1%
Energie	2,3%	2,2%	2,3%
BTP	4,4%	4,3%	4,9%
Autres industries	12,0%	11,4%	11,2%
Secteur Secondaire	20,7%	19,7%	19,7%
Commerce	16,6%	16,1%	15,9%
Transports, postes et Télécommunications	9,3%	9,9%	10,8%
Services sociaux	4,6%	4,7%	4,9%
Autres services	15,3%	14,9%	15,0%
Administrations	6,3%	6,2%	6,1%
Secteur Tertiaire	52,1%	51,6%	52,8%
TAXES NETTES SUR LES PRODUITS	12,4%	13,1%	13,7%

Source : ANSD

II.2 La structure du PIB en emplois

Une des caractéristiques de l'économie sénégalaise est le poids important de la consommation finale dans le PIB. En effet, elle représente plus de 90% du Produit intérieur brut durant les trois dernières années (2004 à 2006). En 2006, les dépenses de consommation finale ont atteint 91,2% du PIB dont 77,8% effectuées par les ménages. La vigueur de la consommation des ménages est, entre autres, soutenue par les transferts courants des Sénégalais de l'extérieur qui ont atteint 442 milliards FCFA en 2006 contre 378 milliards FCFA en 2005. Quant à la consommation finale

publique, elle représente 13,4% du PIB. Le service de la dette a atteint 42,4 milliards de FCFA en 2006, soit 6,9% de la consommation finale publique.

La formation brute de capital fixe (FBCF) a connu un bond considérable en s'établissant à 26,4% du PIB en 2006 contre 22,9% en 2005. Cette évolution se traduit par une progression du taux d'investissement qui a atteint 25,5% en 2006, en liaison avec les importants programmes d'investissement public et la vigueur dans la construction de logements par les ménages.

Au titre des exportations, les difficultés des principaux secteurs exportateurs évoquées ci-avant (page 5), ont provoqué un recul du poids de ce poste dans le PIB (25,4% en 2006 contre 27,1% en 2005). Quant aux importations, leur poids dans le PIB s'établit à 42,1% en 2006 contre 42,5% en 2005 en valeur absolue. Au total, les exportations nettes restent négatives et atteignent 16,7% en 2006 contre 15,4% en 2005.

Tableau 2 : Structure des emplois du Produit Intérieur Brut
(en pourcentage du PIB aux prix courants)

	2004	2005	2006
Consommation finale	91,0%	90,3%	91,2%
Marchande	70,4%	69,9%	70,4%
non marchande	20,6%	20,3%	20,8%
Publique	13,5%	13,2%	13,4%
Privée	77,5%	77,1%	77,8%
Formation brute de capital fixe	22,3%	22,9%	26,4%
Publique	5,3%	5,5%	5,6%
Privée	16,9%	17,4%	20,8%
Variation de stocks	-0,6%	2,2%	-0,9%
Exportations nettes de biens et services	-12,6%	-15,4%	-16,7%
Exportations de biens et services	27,1%	27,1%	25,4%
Importations de biens et services	-39,8%	-42,5%	-42,1%

Source : ANSD

III La croissance en volume des ressources et des emplois du PIB

III.1 La croissance en volume des ressources du PIB

L'année 2006 a été caractérisée par une conjonction de facteurs défavorables qui ont conduit à un ralentissement de l'activité économique dont le taux de croissance est ressorti à 2,3%. Mais au-delà de ces difficultés d'ordre conjoncturel, le repli de la croissance en 2006 traduit la faible diversification de l'économie dont l'évolution est

fortement liée à celle de certains sous-secteurs tels que l'arachide, la pêche et les phosphates.

Les contreperformances de l'agriculture (-16,7%) ainsi que la persistance des difficultés des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), à travers ses activités extractives, ont eu un impact négatif sur l'évolution du secteur primaire avec une valeur ajoutée en baisse de 10% en 2006. La pêche a également connu une contraction de son activité en 2006 avec un recul de la croissance de 15,6%. La rareté des ressources halieutiques a visiblement pesé sur la croissance de ce secteur moteur de l'économie.

La décélération de la valeur ajoutée du secteur secondaire, qui a débuté en 2005 avec une progression de 2,5%, s'est poursuivie en 2006 avec une croissance de 1,6%. Le renchérissement des coûts de l'énergie ainsi que l'arrêt de l'activité de raffinage de la SAR durant la plus grande partie de l'année 2006 ont pesé sur l'évolution de ce secteur. Par ailleurs, les difficultés persistantes des ICS se sont traduites par une baisse de plus de 60% de la production d'acide phosphorique en 2006. Toutefois, le repli des activités industrielles a été atténué par une bonne tenue des *BTP* dont la croissance est ressortie à 14,8% en 2006.

Avec une progression de 5,5%, le secteur tertiaire a été le principal soutien de la croissance en 2006. Ce secteur est tiré par le dynamisme des *postes et télécommunications* dont la croissance de la valeur ajoutée est ressortie à 22,4% en 2006. Les activités d'administration ont également connu une évolution soutenue avec une hausse de 6,0% en 2006.

Tableau 3 : Taux de croissance annuel des volumes du Produit Intérieur Brut par branche d'activités (en taux de croissance annuel base 1999)

	2004	2005	2006
Agriculture	4,1%	16,3%	-16,7%
Elevage	1,2%	3,9%	6,7%
Sylviculture	1,2%	3,8%	0,3%
Pêche	-2,3%	10,2%	-15,6%
industries extractives	6,2%	-14,6%	-18,2%
Secteur Primaire	2,7%	9,0%	-10,0%
Huileries	-27,4%	13,9%	29,8%
fabrication de produits chimiques	0,9%	-6,3%	-36,1%
Energie	2,3%	3,2%	5,5%
Btp	18,0%	9,5%	14,8%
autres industries	4,6%	1,4%	1,9%
Secteur Secondaire	6,0%	2,5%	1,6%
commerce	4,3%	1,3%	3,2%
transports, postes et télécommunications	16,6%	15,1%	13,3%
services sociaux	6,0%	7,5%	2,9%
autres services	6,2%	4,9%	3,2%
administrations	4,9%	7,2%	6,0%
Secteur Tertiaire	7,2%	6,1%	5,5%
TAXES NETTES SUR LES PRODUITS	4,0%	4,6%	4,5%

Source : ANSD

III.2 La croissance en volume des emplois du PIB

Malgré le ralentissement de l'activité économique en 2006, la consommation finale reste vigoureuse avec un accroissement de 5,3%. Elle est principalement tirée par la consommation des ménages (5,7%) dont la croissance est soutenue par les transferts courants des Sénégalais vivant à l'étranger. La consommation finale publique a crû de 3,2% en 2006.

La FBCF a fortement progressé en 2006 avec un taux de croissance de 19,9% en 2006 contre 7,0% en 2005. Les nombreux programmes d'investissement public ainsi que les transferts en capital des Sénégalais de l'extérieur qui acquièrent des biens immobiliers, ont largement contribué au niveau atteint par la FBCF en 2006.

Quant aux exportations, elles ont sensiblement baissé en 2006 avec une perte de près de 9 points de croissance. Cette situation est imputable au repli de la production des principaux produits d'exportation tels que les produits halieutiques, le phosphate

et l'acide phosphorique. En effet, les quantités de produits halieutiques exportées ont connu un recul de 13% ; les exportations de phosphates ont baissé de 10%, tandis que celles de l'acide phosphorique ont accusé un repli de 6%. A contrario, les importations ont connu un relèvement de 1,0% durant cette année. Il en résulte un recul de 25,7% du volume des exportations nettes de biens et services en 2006.

Tableau 4 : Taux de croissance annuel des volumes des emplois du PIB (en %)

	2004	2005	2006
Consommation finale	4,5%	5,0%	5,3%
Marchande	4,1%	4,6%	6,0%
non marchande	5,7%	6,5%	3,1%
Publique	5,6%	8,2%	3,2%
Privée	4,3%	4,5%	5,7%
Formation brute de capital fixe	9,5%	7,0%	19,9%
Publique	14,8%	8,5%	5,7%
Privée	7,9%	6,6%	24,4%
Exportations nettes de biens et services	15,9%	-34,0%	-25,7%
Exportations de biens et services	6,8%	2,4%	-8,6%
Importations de biens et services	0,5%	9,7%	1,0%

Source : ANSD

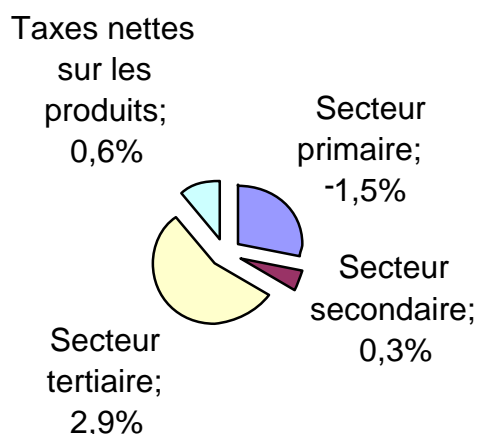
IV. Contribution à la croissance du PIB et son affectation

Il s'agit dans cette partie d'analyser la contribution à la croissance du PIB des secteurs et branches d'activités et leur affectation au niveau des emplois.

IV.1 Contribution à la croissance du PIB

Il apparaît dans le graphique ci-après que le secteur tertiaire a été le principal moteur de la croissance en 2006 avec une contribution de 2,9 points. Avec leur bon niveau de recouvrement en 2006, la contribution des taxes nettes sur les produits a atteint 0,6 point. Par contre, les difficultés du secteur primaire ont eu un impact négatif sur la croissance avec une contribution qui s'établit à -1,5 point en 2006.

Graphique 3 : Contribution sectorielle à la croissance du PIB



Au niveau du secteur primaire, seul l'élevage a eu une contribution positive au PIB, tandis que les sous-secteurs de l'agriculture, de la pêche et des activités extractives ont tiré la croissance à la baisse.

Dans le secteur secondaire, le retrait de la production industrielle déjà constaté en 2006 à travers l'IPI² (indice de la production industrielle) se traduit par un repli de la contribution des branches de ce secteur. Néanmoins, la vigueur des *bâtiments et travaux publics* (BTP) a permis d'atténuer la baisse de la contribution du secteur secondaire dans la croissance du PIB.

Au niveau du secteur tertiaire, le bon comportement des *postes et télécommunications* (contribution de 1,5 point) a permis d'atteindre une contribution globale de 2,9 points pour ce secteur. Le dynamisme du sous-secteur des télécommunications est lié à la forte progression des services de téléphonie mobile mais également à l'essor des activités de téléservices avec des prestations de plus en plus diversifiées.

² ANSD, Note d'analyse de l'Indice de la Production Industrielle, Edition du 1^{er} trimestre 2007

Tableau 5 : Contribution sectorielle à la croissance du PIB
(Taux de croissance annuel*proportion du PIB à prix constants)

	2004	2005	2006
Agriculture	0,3%	1,2%	-1,3%
Élevage	0,1%	0,2%	0,3%
Sylviculture	0,0%	0,0%	0,0%
Pêche	0,0%	0,1%	-0,2%
Industries extractives	0,1%	-0,2%	-0,2%
Huileries	0,0%	0,0%	0,0%
Fabrication de produits chimiques	0,0%	-0,1%	-0,7%
Énergie	0,1%	0,1%	0,1%
BTP	0,6%	0,4%	0,6%
Autres industries	0,5%	0,2%	0,2%
Commerce	0,7%	0,2%	0,5%
Transports et télécommunications	1,5%	1,5%	1,4%
Services sociaux	0,3%	0,4%	0,2%
Autres services	0,9%	0,7%	0,5%
Administrations	0,3%	0,4%	0,4%

Source : ANSD

IV.2 Affectation de la croissance

Du côté de la demande, la croissance a été tirée en 2006 par la consommation finale (4,7%) et la FBCF (4,6%).

Cet accroissement de la consommation finale privée (5,7%) est contre toute attente légèrement supérieur à celui du Revenu national disponible brut qui inclut les transferts courants (5,3%). Ceci est assez révélateur des pesanteurs à l'ajustement qui pèsent sur ce poste (effet cliquet dû aux habitudes de consommation).

La vigueur de la consommation des ménages a été soutenue par les fortes subventions sur les produits pétroliers et énergétiques, et rendue possible grâce à un fort taux de déstockage. En effet, les prix ont été contenus en 2006 à un niveau qui a encouragé une demande soutenue qui s'est réalisée grâce à l'offre de déstockage.

Le dynamisme de la consommation finale privée s'est traduit par une affectation de 4,3 points de croissance du PIB. A cet égard, les consommations de corps gras alimentaires (21,9%), de produits de l'élevage (13,9%), des boissons, jus de fruit et eau de table (5,8%) et d'autres produits alimentaires (5,3%) constituent des locomotives qui impriment leur évolution à la consommation finale des ménages. S'y ajoutent les produits énergétiques tels que le pétrole raffiné (12,8%), l'électricité, le

gaz et l'eau (9,6%), ainsi que les produits chimiques (7,3%) et la restauration et l'hébergement (10,5%). L'évolution de la consommation finale privée est également renforcée par la consommation de produits issus de secteurs en pleine expansion comme les télécommunications (31,4%) et les activités immobilières (6,9%).

Concernant les exportations nettes, l'effet cumulé de la baisse des exportations et du relèvement des importations a induit un recul de 2,6% sur la croissance du PIB.

La décroissance des exportations (-8,6% en valeur FOB) intervient après la forte décélération enregistrée l'année d'avant (6,8% en 2004 et 2,4% en 2005). Cette situation enregistrée en 2006 est imputable aux contreperformances des produits traditionnels d'exportation que sont la pêche (-25,1%), la fabrication de produits chimiques (-41,0%) et la transformation et conservation de viande, poisson (-13%). Cependant, le bon comportement des corps gras alimentaires (+159,2%) et, dans une moindre mesure, du raffinage de pétrole (+4,8%) ou des services d'hébergement et restauration (+3,6%) n'a pas atténué la chute des exportations.

Tableau 6 : Affectation de la croissance aux emplois du PIB
(Taux de croissance annuel*proportion du PIB à prix constants).

	2004	2005	2006
Consommation finale	4,1%	4,5%	4,7%
marchande	2,9%	3,2%	4,1%
non marchande	1,1%	1,3%	0,6%
publique	0,7%	1,0%	0,4%
privée	3,4%	3,5%	4,3%
Formation brute de capital fixe	2,1%	1,6%	4,6%
publique	0,7%	0,5%	0,3%
privée	1,3%	1,1%	4,3%
Variation de stocks	-1,9%	2,2%	-4,4%
Exportations nettes de biens et services	1,6%	-2,7%	-2,6%

Source : ANSD

PARTIE II : TABLEAUX DES COMPTES NATIONAUX

I- INDICATEURS MACROECONOMIQUES

II –LE PRODUIT INTERIEUR BRUT ET SES EMPLOIS

III - AGREGATS PAR PRODUIT

I- INDICATEURS MACROECONOMIQUES

1-INDICATEURS MACROECONOMIQUES

2-TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DES VOLUMES DES AGREGATS DE LA NATION
En taux de croissance annuel

3-TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DES PRIX DES AGREGATS DE LA NATION

4-TAUX DE CROISSANCE DES VOLUMES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR
BRANCHE D'ACTIVITE

5-TAUX DE CROISSANCE DES PRIX DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE
D'ACTIVITE

6-CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PIB

Taux de croissance annuel*proportion du PIB à prix constants, en pourcentage

7-AFFECTATION DE LA CROISSANCE AUX EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Taux de croissance annuel*proportion du PIB à prix constants, en pourcentage

II –LE PRODUIT INTERIEUR BRUT ET SES EMPLOIS

8- COMPTE DE BIENS ET SERVICES

En milliards de francs CFA courants

9-COMPTE DE BIENS ET SERVICES

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

10- LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE

En milliards de francs CFA courants

11-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

12-STRUCTURE DES RESSOURCES ET EMPLOIS DE LA NATION

En Pourcentage des Ressources aux prix courants

13-STRUCTURE DES EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En Pourcentage du PIB aux prix courants

14-STRUCTURE DES EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En Pourcentage du PIB aux prix constants de 1999

15-STRUCTURE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE

En Pourcentage du PIB aux prix courants

16-STRUCTURE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE

En pourcentage du PIB à prix constant

III - AGREGATS PAR PRODUIT

17-PRODUCTION DES BRANCHES D'ACTIVITE

En milliards de francs CFA courants

18-PRODUCTION DES BRANCHES D'ACTIVITE

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

19-IMPORTATIONS TOTALES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA CAF courants

20-IMPORTATIONS TOTALES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

21-CONSOMMATION FINALE MARCHANDE PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA courants au prix d'acquisition

22-CONSOMMATION FINALE MARCHANDE PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

23-PRODUCTION ET CONSOMMATION FINALE NON MARCHANDES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA courants au prix d'acquisition

24-PRODUCTION ET CONSOMMATION FINALE NON MARCHANDES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA aux prix d'acquisition constants de 1999

25-EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA FAB courants

26-EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA FAB aux prix constants de 1999

27-FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA courants au prix de base

28-FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR PRODUIT

En milliards de francs CFA aux prix constants de 1999

29-CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES PAR PRODUIT

(produits locaux et importés confondus)

En milliards de francs CFA courants au prix d'acquisition

30-CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES PAR PRODUIT

(produits locaux et importés confondus)

En milliards de francs CFA constants de 1999 au prix d'acquisition